

Nationaliser les banques

Michel Husson, *Politis* n°1168, 15 septembre 2011

La crise a servi de révélateur : l'Europe à la sauce néolibérale était un machin mal conçu, qui s'est dégingué au fil des ans, et semble incapable de résister au *stress test* de la crise¹. A terme, il n'y a que deux issues : soit chacun reprend ses billes, soit on refonde l'édifice de fond en comble. Mais les bricolages s'ajoutent aux bricolages. Le sort de la Grèce sert de baromètre à cette trajectoire hésitante : tout le monde sait qu'elle ne pourra pas payer sa dette, mais chacun fait comme si elle pouvait, à coup de plans de sauvetage et de rallonges sous-dimensionnées, réussir cette impossible prouesse : casser son économie pour payer la dette.

L'autre versant du problème, c'est évidemment l'exposition des banques européennes à un risque de défaut de la Grèce, alors même qu'elles avaient poussé ce pays à l'endettement². Si le Portugal, l'Irlande et la Grèce faisaient défaut, la perte serait de 100 milliards d'euros, mais si l'Espagne et l'Italie suivaient (pour les deux tiers de leur dette), on en arriverait à 800 milliards³, soit plus que ce dont dispose le Fonds européen de stabilité financière (250 milliards aujourd'hui plus 440 à terme). Que le prochain président de la BCE, Mario Draghi, soit l'ancien dirigeant de la branche européenne de Goldman Sachs, qui avait aidé la Grèce à truquer ses comptes, voilà aussi qui en dit long sur la comédie à laquelle nous assistons.

Quand la crise a éclaté, les Etats sont venus à la rescousse des banques. Mais ils n'ont assorti cette aide d'aucune remise à plat du fonctionnement de la finance. Pour ne prendre qu'un exemple, les « CDS à nu » n'ont pas été proscrits, et ils permettent aujourd'hui de spéculer sur les dettes publiques sans même avoir besoin d'en détenir. La facture de la crise est passée du privé au public, et les Etats cherchent désormais à la répercuter sur les contribuables, avec le sens de l'équité que chacun peut observer. Les dettes n'ont donc pas été soldées, elles ont juste été déplacées : c'est ce qui explique la persistance de la crise. Les choses sont d'autant plus embrouillées que les budgets des Etats et les bilans bancaires sont inextricablement imbriqués, avec une absence totale de transparence. Il n'est même pas sûr que les banques sachent exactement où en elles en sont. Une chose est sûre en revanche, c'est que les *stress tests* censés apprécier la résistance des banques sont, au choix, « comiques » ou « pathétiques », pour reprendre les termes de Jacques Attali⁴. Tout ceci explique la sortie de Christine Lagarde sur la nécessité « urgente » de recapitaliser un certain nombre de banques européennes. Mais les banques ne veulent pas en entendre parler et préfèrent geindre sur les exigences trop contraignantes (pour leurs profits) des normes « Bâle III ».

Le seul moyen rationnel de dénouer l'écheveau des dettes serait de nationaliser les banques européennes pour tout remettre à plat, une bonne fois pour toutes, et pour organiser l'inévitable défaut des pays les plus exposés. Les distributions de dividendes seraient interdites, et un audit citoyen permettrait de cibler les dettes illégitimes. Cette nationalisation pourrait être définitive (version radicale) ou temporaire (version modérée) comme en Suède dans les années 1990. Délire gauchiste ? Non, simple analyse objective. Il est frappant que deux économistes, auteurs d'un livre⁵ défendant les mérites du marché contre un « fantôme français » fassent le même constat : « Les recapitalisations doivent donner lieu à des prises de participation de l'Etat et dans certains cas à des nationalisations temporaires »⁶.

Que des libéraux constatent que la logique des banques « va contre l'intérêt général » et en appellent à la « coercition » devrait faire réfléchir. De ce point de vue, la pusillanimité des socialistes est redoutable. Quand ils ne se couchent pas devant les marchés financiers, comme Papandréou ou Zapatero, ils rivalisent dans la rigueur. Hollande : « il faut rééquilibrer nos comptes publics dès 2013 (...) Je ne le dis pas pour céder à je ne sais quelle pression des marchés ou des agences de notation ». Aubry : « 3 % en 2013, puisque c'est la règle aujourd'hui ». La finance tremble !

¹ « [Comment réussir sa crise européenne](#) » : Claude Jacquin donne la recette sur le site *Entre les lignes, entre les mots*.

² Eric Toussaint, « [Dans l'œil du cyclone : la crise de la dette dans l'Union européenne](#) », CADTM, 26 août 2011.

³ « [Bazooka or peashooter](#) », *The Economist*, 30 juillet 2011.

⁴ Jacques Attali, « [Le modèle des banques françaises n'est pas durable](#) », *Challenges*, 1er septembre 2011.

⁵ Augustin Landier & David Thesmar, « [Le grand méchant marché](#) », Flammarion, 2007.

⁶ Augustin Landier & David Thesmar, « [Un fonds européen pour recapitaliser les banques](#) », *Les Echos*, 7 septembre 2011.